lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 192 - 26 avril 1991 - prix : 8 F

Retraites, Conventions Collectives Précarité, Licenciements

LES PATRONS EN PRENNENT A LEUR AISE AVEC LES TRAVAILLEURS

C'EST ÇA LE VRAI SCANDALE !

M6189 - 1192 - 8,00 F

LES PATRONS EN PRENNENT À LEUR AISE AVEC LES TRAVAILLEURS C'EST ÇA LE VRAI SCANDALE !

■ Au Parlement, l'opposition utilise sans vergogne le scandale d'Urbatechnic pour tomber à bras raccourcis sur le gouvernement et la majorité – il serait impropre de dire la gauche – demandant même à Mitterrand de procéder à de nouvelles élections. Qui peut encore trouver de l'intérêt à ce match dérisoire, qui s'intercale entre les images du retour de Borg et celles de la rencontre entre l'Olympique de Marseille et le Spartak de Moscou ? Il est certain que, dans cet affrontement entre «droite» et «gauche», s'il y a un enjeu pour les protagonistes, il n'y en a pas pour les spectateurs. Aucun intérêt, même pas le plaisir du spectacle.

Ils se jettent à la figure leurs scandales, et s'accusent réciproquement des pires filouteries. Dans ce rôle, ils disent vrai. Cela l'est moins quand ils jouent les professeurs la vertu. Oui, il y a des scandales, des deux côtés, et qui jugent les pratiques de ces politiciens.

Mais le plus scandaleux, ce n'est pas ce qu'ils disent les uns des autres. C'est leur connivence de fait lorsqu'il s'agit de favoriser les puissances d'argent, en réduisant la part des travailleurs et de la population laborieuse. Car derrière leur affrontement de pacotille, comme ces catcheurs qui se font des prises spectaculaires, sans se faire de mal, il y a leur volonté commune, leur choix de fond en faveur des capitalistes.

Ils vont sans doute discuter de la retraite, par exemple. Le sujet a été remis au devant de l'actualité par la publication d'un Livre blanc commandité par le gouvernement. Ce débat peut durer encore longtemps, car d'un côté comme de l'autre, on hésite devant l'impopularité d'apparaître comme ceux qui s'attaquent à un acquis considéré, à juste titre comme important, pour les salariés. Mais néanmoins, ce à quoi visent le gouvernement et sa majorité, tout comme son opposition parlementaire, est de réduire la part des salariés en activité ou qui partiront à la retraite, mais absolument pas de réduire la part des capitalistes.

Oui, c'est cela le véritable scandale. C'est un détournement de fonds et de richesse à une bien plus vaste échelle. Un détournement qui s'accomplit chaque jour, et qui se traduit de mille façons par des avantages, des privilèges, des droits et des passe-droits nouveaux concédés aux patrons et aux financiers qui peuvent s'en donner à cœur joie. Et du même coup par une régression incessante de la condition des travailleurs.

Ainsi, le patron de Peugeot vient d'instaurer à l'usine Talbot de Poissy la répartition de l'horaire hebdomadaire en quatre journées de dix heures. Ceux qui travaillent à la chaîne savent ce que cela veut dire d'arriver au bout de 8 heures de travail, à des postes pénibles, quand la fatigue devient insupportable, quand les réflexes lâchent et que les risques d'accident se multiplient. Ce qui est intolérable pour 8 heures, le sera encore plus pour 10. Et les jours que les travailleurs récupéreront ainsi, ils les passeront à «récupérer» au sens propre.

Peugeot veut augmenter le temps d'utilisation de ses équipements et augmenter ses capacités de production sans avoir à investir dans de nouvelles machines. Son intention pour rendre praticable un tel système, c'est de remplacer les moins jeunes par les plus jeunes, de la sueur et du sang neufs.

On verra si le chômage suffit à convaincre suffisamment de jeunes d'aller sacrifier leur vitalité et leur jeunesse 10 heures par jour sur les chaînes de Poissy... et s'il n'y en a pas assez, Peugeot demandera sans doute aux autres de travailler 5 jours de 10 heures par jour.

Voilà comment la plus grande firme automobile du pays tente de réintroduire la journée de travail de 10 heures. Comme il y a 60 ans, quel progrès !

Et l'automobile n'est pas un cas à part. Cela fait des années, avec l'aide de la prétendue gauche au gouvernement que le patronat remet en cause les acquis des travailleurs.

Il a imposé la flexibilité du temps de travail et la précarité de l'emploi, avec des demi-emplois sous-payés, les contrats précaires. Il a profité de la pression du chômage pour augmenter les cadences, aggraver les conditions de travail et diminuer les salaires réels.

Et ils s'y sont tous mis, des patrons de l'automobile à ceux de l'électronique, du commerce, des services, pour déshabituer les travailleurs des augmentations générales garanties par les conventions collectives, pour généraliser la pratique des augmentations individuelles qui diminue au total les augmentations payées, et qui cultive la division et les rivalités entre travailleurs. Et d'année en année, ils poussent le bouchon toujours plus loin.

Jusqu'aux patrons des banques qui viennent d'essayer de remettre en cause la convention collective des banques. Mais cette fois ils ont dû reculer et reprendre une partie de leur copie. Car la grève des employés de banque à laquelle tous les syndicats, tous d'accord pour une fois, avaient appelé, a été massivement suivie.

On amuse le peuple avec ces vraies-fausses querelles politiciennes, entre une vraie droite et une fausse gauche qui se disputent les postes, pour en fin de compte réaliser une politique qui de toute façon sera dirigée contre la classe ouvrière.

Cela ne signifie pas que les travailleurs doivent se détourner de la politique. Bien au contraire, ils doivent en faire, c'est-à-dire ne plus laisser ces politiciens parler en leur nom et à leur place. Ils doivent prendre le temps et consacrer une partie de leur énergie à s'occuper de leurs problèmes et de leurs intérêts, et agir pour mettre fin à ce scandale que constitue le système capitaliste.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Le Livre cousu de fil blanc sur la retraite

TOUS D'ACCORD POUR RÉDUIRE LA PART DES TRAVAILLEURS

Chacun y est allé de son mot et de ses chiffres sur le problème de la retraite. Tous tenaient à commenter le Livre blanc de Rocard.

L'idée qu'il s'agit d'accréditer, c'est qu'il ne sera pas possible de continuer à payer les pensions de retraite dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui qui, d'après eux, seraient trop généreuses.

■ C'est ce qu'affirment en chœur, non seulement des représentants du patronat et du gouvernement, ce qui ne surprendra personne, mais aussi des dirigeants syndicalistes qui présentent comme souhaitable la baisse des futures pensions ! On a ainsi pu entendre, par exemple mardi 23 avril sur *Europe 1,* Kaspar pour la CFDT et Marchelli pour la CGC tomber d'accord sur la nécessité qu'il y aurait, selon eux, à calculer les pensions non plus sur le salaire des dix meilleures années mais sur une moyenne de vingt ou vingt-cinq ans. Tout cela bien sûr au nom de la défense des intérêts bien compris des futurs retraités.

Tous ces gens sont des faussaires. Même les chiffres qu'ils citent si abondamment se retournent contre eux dès qu'on y regarde d'un peu plus près.

Dans le système actuel, dit par répartition, les pensions des retraités d'aujourd'hui sont alimentées par les cotisations sociales d'aujourd'hui qui, soit dit en passant, sont de plus en plus payées par les salariés et de moins en moins payées par les capitalistes. Or, les retraités vivent de plus en plus longtemps (l'espérance de vie croît d'environ un an tous les cinq ans). De plus le salarié moyen cotise plus tardivement du fait du chômage des jeunes et s'arrête plus tôt du fait des mises à la retraite anticipée et de la retraite à soixante ans. Le déséquilibre ne pourrait donc que s'accentuer. D'autant plus que la génération qui a quarante ans aujourd'hui est particulièrement nombreuse. Bref quand le baby-boom de l'après-guerre se sera transformé en papy-boom, les caisses de retraites sauteront !

Selon les chiffres cités par le journal patronal *Les Echos* à partir des statistiques et prévisions officielles, il y a aujourd'hui 2,2 actifs pour un retraité. Il n'y en aurait plus que 1,7 en 2040. Une perte donc de 0,5 actif par retraité, soit un petit quart de différence par rapport à la situation actuelle. Sur cinquante ans, ce qui fait une baisse de 0,5 % par an. Autrement dit, prétendre comme le font ces prétendus experts que le problème des retraites sera insoluble sans baisser les prestations revient à dire que la société tout entière ne sera pas capable d'attribuer 0,5 % d'augmentation de productivité pour faire face à l'allongement de la vie humaine !

Seulement voilà, les objectifs de ces faiseurs de calculs et de discours sont exactement inverses. Ils cherchent comment réduire la part des richesses produites qui reviendra aux travailleurs, afin d'augmenter celle du capital.

Les plus audacieux de ces défenseurs du capital proposent même carrément de constituer des systèmes de retraites complémentaires qui apporteraient dès aujourd'hui leurs fonds aux entreprises, sous forme de souscription d'actions.

Les grises perspectives du Livre blanc de Rocard, accusé par ses rivaux en politique de ne pas avoir été assez noir par peur de l'impopularité, ne sont que la conséquence du chômage et du blocage des salaires ; la part qui revient aux salariés n'a en effet pas cessé de reculer depuis dix ans au profit de celle revenant aux entreprises et aux revenus du capital. Et sans vouloir l'avouer ouvertement, les gens qui sont aux commandes ou rêvent de s'y installer envisagent tous d'aggraver ce déséquilibre.

Pierre VERNANT

URBA-TECHNIC

TEMPETE DANS UN POT-DE-VIN

L'affaire des fausses factures et des financements occultes du Parti Socialiste rebondit. La cour d'appel d'Angers a désapprouvé le ministère de la Justice en justifiant l'enquête qu'avait entamée le juge Thierry Jean-Pierre sur les agissements de la société Urba-technic, liée au Parti Socialiste.

La droite avait crié à la manipulation de la justice lorsque le juge Jean-Pierre avait été dessaisi de l'affaire, et elle demande aujourd'hui la démission du ministre de la Justice, Henri Nallet, et de son adjoint, Georges Kiejman, pour avoir été désavoués par leurs juges. Elle va même aujourd'hui jusqu'à réclamer la dissolution de l'Assemblée. Quant aux ministres ils tentent de limiter la casse en clamant que le fait que la cour d'appel d'Angers se soit prononcée contre eux est bien la preuve qu'ils laissent à la justice toute son indépendance. Comme s'ils l'avaient fait exprès !

Il y aurait de quoi rire de toute cette hypocrisie, si les escroqueries en question, que politiciens de droite et de gauche se jettent périodiquement au visage, n'en cachaient pas une bien plus grosse : les pots-de-vin, que tous ces gens-là se font donner par des patrons d'entreprises avides d'obtenir les marchés publics, ne sont que les pourboires de larbins qui, au pouvoir, rendent la monnaie au centuple aux patrons, en leur offrant des affaires en or avec l'argent des contribuables, en les aidant à licencier et à baisser nos salaires.

Giscard croquait du diamant, rappelle à ce propos le journal *Le Monde* du 23 avril, histoire de dédouaner un peu les socialistes, en évoquant le scandale révélé en 1979 des diamants offerts par Bokassa à Giscard.

C'est en partant d'une enquête sur un accident du travail d'un chantier de construction - deux ouvriers écrasés par une dalle de béton - que le juge d'instruction du Mans, Thierry Jean-Pierre avait été aiguillé sur cette affaire des pots-de-vin que certaines entreprises de constructions avaient versé au PS. Et il avait donc entamé une enquête sur les activités d'Urba-technic.

Branle-bas de combat, on s'en doute, en haut lieu. Et course de vitesse le dimanche 7 avril, où le jeune juge quittait précipitamment Le Mans pour aller perquisitionner au siège parisien de l'Urba-technic, poursuivit par une autre juge porteuse, elle, de la décision du président du tribunal du Mans, prise la veille au soir en accord avec le ministère, dessaisissant le juge de l'enquête. Trop tard, le juge était déjà dans les locaux de la société, en train de fouiller et de mettre des scellés sur les piles de dossiers.

Mais après que le ministère a ainsi tenté vainement de fermer le couvercle de la poubelle sur les doigts du jeune juge qui y fouillait indiscrètement, voilà la poubelle rouverte à nouveau par la décision de la cour d'appel.

Olivier BELIN

A nos lecteurs et correspondants

Du fait des jours fériés des 1er et 8 mai, la parution des prochains numéros de *Lutte Ouvrière* sera avancée de 24 heures les deux semaines correspondantes.

Alors, avis à nos lecteurs qu'ils pourront lire leur journal un jour plus tôt... et à tous nos correspondants qu'ils devront correspondre aussi un jour plus tôt ! Et merci à tous.

LA "SOLUTION" DES GRANDS DE CE MONDE POUR LES KURDES DES CAMPS... SURVEILLÉS DE TOUTES PARTS !

L'armée américaine de retour en Irak, cette fois-ci par le nord. (AFP)

■ Près d'un mois après la reprise du Kurdistan irakien par les troupes de Saddam Hussein et le début de l'exode des Kurdes, des troupes américaines, accompagnées de troupes françaises et britanniques, ont donc commencé à entrer en Irak. Cette fois, elles sont entrés par le nord, et avec l'objectif d'installer des camps de réfugiés pour les centaines de milliers de réfugiés kurdes qui se pressaient à la frontière turque. Cinq à dix mille soldats américains, un millier de soldats français et 1 500 à 2 000 Britanniques participent à cette opération «provide comfort» dont le caractère «strictement humanitaire» a été souligné avec insistance par les dirigeants occidentaux.

Le fait est que, jusqu'à présent, ceux-ci ont semblé beaucoup moins pressés d'engager leurs troupes que lorsqu'il s'agissait des puits de pétrole du Koweït, et qu'ils semblent aussi pressés de pouvoir les retirer, dès qu'un contingent de l'ONU aura pu prendre le relais pour l'encadrement et la maintenance des camps.

Si la Turquie, par exemple, avait laissé entrer les réfugiés sur son territoire et organisé des camps sur place, on peut penser que les dirigeants occidentaux se seraient certainement satisfaits de cette «solution», quitte à fournir au régime d'Ankara quelques compensations financières.

Mais voilà, les régimes d'Ankara, et aussi de Téhéran, refusaient de prendre en charge ces réfugiés, qui de plus risquaient d'être un foyer supplémentaire pour ce nationalisme kurde qu'ils combattent chacun de leur côté. L'armée turque l'a fait savoir en fermant brutalement la frontière à l'afflux des réfugiés, tandis que les dirigeants iraniens ont laissé entendre qu'ils pourraient rapidement en faire autant.

C'est donc finalement en Irak même que les Kurdes irakiens seront reconduits par les troupes occidentales, mais non sans qu'une sorte d'accord, au moins implicite, semble s'être établi entre les dirigeants occidentaux et irakiens. L'Irak a donné son accord pour la création sur son territoire de «centres d'accueil» sous la supervision de l'ONU. Les troupes occidentales ont pu rentrer en territoire irakien sans opposition et commencer à installer les camps dans des régions proches de la frontière et plus accessibles que les vallées montagneuses où les réfugiés étaient entassés. Mais les troupes irakiennes restent à faible distance, de même que les milices du parti Baath.

En fait, une série de négociations semblent en cours avec les dirigeants irakiens. En échange d'une attitude favorable à l'installation des camps, ceux-ci cherchent sans doute notamment à obtenir, des Occidentaux, la fin de l'embargo sur leurs ventes de pétrole et leurs achats alimentaires. La presse a révélé que des négociations sont en cours, à Bagdad même, entre le régime de Saddam Hussein et les représentants des principaux mouvements autonomistes du Kurdistan d'Irak, en vue de donner une certaine autonomie à cette région et, on peut l'imaginer, quelques places aux dirigeants kurdes.

Pour le moment, presse et télévision se limitent à nous fournir l'image de ces soldats occidentaux bons samaritains, protégeant les réfugiés contre les troupes irakiennes, et installant des tentes et des arrivées d'eau tandis que des avions apportent enfin la nourriture indispensable.

Les réfugiés kurdes, placés dans une situation désespérée, en passe de succomber à la faim ou aux épidémies, voient évidemment arriver cette aide comme une bouée de sauvetage. Mais elle est à l'image de ce qu'ils peuvent attendre des Grands de ce monde ; tout juste de quoi ne pas mourir de faim, et encore à condition que leur cause ait, au préalable, un peu ému les opinions publiques.

Pour le reste, il est à craindre que ces camps de réfugiés, loin d'être une solution d'urgence provisoire, soient le refuge – si l'on peut dire – des Kurdes pour de longs mois ou de longues années. Leur sort risque d'être celui d'un peuple déraciné, encadré de tous côtés par des troupes, tributaire d'une maigre aide internationale en attendant un «règlement» politique introuvable, parce que toujours récusé par l'un ou par l'autre. Tandis qu'une entente inavouée s'établira entre troupes turques, iraniennes, irakiennes, syriennes, troupes occidentales ou troupes de l'ONU, et même peut-être celles de quelques nationalistes kurdes, pour se partager les zones à surveiller.

Les Kurdes, un peuple qui est sans doute à inscrire – avec une bonne partie du peuple irakien – au compte «profits et pertes» de la guerre du Golfe. Qu'importe, puisque l'impérialisme américain a gagné sa guerre et rétabli dans la région un statu quo qui durera ce qu'il durera... jusqu'à la prochaine guerre ?

André FRYS

TROISIÈME PÈLERINAGE DE BAKER À JÉRUSALEM ET TOUJOURS PAS DE MIRACLE

Koweït

TORTURES, VIOLS, SÉVICES EN TOUS GENRES, L'ORDRE DE LA MAFIA RÈGNE À KOWEIT-CITY

■ Le 22 avril, le Koweït s'est finalement doté d'un gouvernement, un vrai, nous a-t-on dit, puisque ce qui en tenait lieu depuis la guerre n'était officiellement destiné qu'à assurer l'intérim, le temps que les divers rouages de l'Etat koweïtien soient rapatriés de leurs nombreux lieux d'exil.

Cela, c'était la version officielle. Et il est vrai que, à en juger par le temps qu'a mis l'émir lui-même à réintégrer son royaume, le rapatriement de tous les dignitaires, confortablement installés dans quelques rivieras lointaines, a pu se révéler une tâche ardue.

Mais il semble que cette nomination tardive soit aussi, sinon essentiellement due à des querelles internes à la famille régnante des al-Sabah. Deux clans seraient en conflit dans la famille, l'un étant celui de l'émir, l'autre celui du prince héritier. Tout ce beau monde se battrait comme de beaux diables pour profiter de la guerre pour prendre le contrôle absolu du pouvoir.

Cette vendetta dynastique, soit dit en passant, ne peut que laisser sceptique quant aux promesses de démocratisation faites par la famille régnante. Les groupements d'opposition en ont fait l'expérience, dès le lendemain de l'avènement du nouveau gouvernement, en se voyant interdire la tenue d'une conférence de presse pour saluer la visite du secrétaire d'Etat américain, James Baker.

Mais pendant que les dignitaires continuent à se disputer les places au festin, la loi des armes semble continuer à régner dans le pays.

Certes, l'émir Jaber a bien assuré un James Baker, tout prêt à se laisser convaincre, que les atteintes aux droits de l'homme avaient cessé pour toujours au Koweït.

Pourtant, que sont devenus les dignitaires koweïtiens qui avaient fait savoir, au lendemain de la guerre, que leur intention était de profiter des circonstances pour se débarrasser d'une fraction importante des travailleurs étrangers vivant au Koweït, en particulier parmi les Palestiniens ? Ont-ils été mis au rancart ? Pas du tout ! Certains sont même ministres, et si les chasses au faciès et les pogromes anti-palestiniens se poursuivent, ce ne sont pas ces messieurs qui vont s'y opposer !

Or il semble bien que les chasses à l'homme continuent ainsi que les tortures et les expulsions forcées déjà dénoncées par Amnesty International. La presse rapporte la surprise et l'horreur d'un responsable d'une association d'aide humanitaire venu visiter un centre de distribution de vivres à Koweït-City, le 18 avril, et découvrant de nombreuses taches de sang sur le plancher de la salle principale. La nuit, la salle servait tout simplement de centre d'interrogatoire... Un autre envoyé, un religieux philippin, rapporte les sévices de gangs armés en uniforme qui ratissent la ville à la recherche de jeunes femmes, qu'ils choisissent de préférence dans la population asiatique, la plus pauvre, pour les violer.

Pas de quoi vraiment choquer, ou simplement gêner, la bonne conscience de James Baker ou de l'impérialisme américain. L'impérialisme n'a jamais hésité à cautionner les pires ignominies, pour autant que ceux qui les commettaient continuaient à garantir leur ordre mondial. Ce qui se passe aujourd'hui au Koweït en est, une fois de plus, l'illustration.

François ROULEAU

Il était décidément plus facile aux Etats-Unis, au début du mois d'août dernier, d'obtenir en quelques jours l'alignement de la plupart des gouvernements des Etats arabes de la région derrière eux pour faire la guerre à l'Irak, que de réunir, aujourd'hui, autour d'une même table, leurs alliés d'hier.

La troisième tournée diplomatique du secrétaire d'Etat américain au Moyen-Orient depuis la fin de la guerre du Golfe, destinée à mettre sur pied une conférence entre Israël et les Etats arabes alliés des USA dans la guerre du Golfe, semble, tout autant que les deux précédentes, se heurter à l'intransigeance des dirigeants d'Israël, et à la surenchère de son extrême-droite. Ne parlons pas évidemment du voyage de Dumas à Tripoli, et de son entretien avec Arafat, simple façon pour le gouvernement français de chercher à se faire à lui, plus qu'à l'OLP, une petite place dans les discussions en cours.

Peu avant l'arrivée, vendredi 19 avril, du secrétaire d'Etat américain à Jérusalem, le parti d'extrême-droite israélien, Goush Emounim, (Bloc de la Foi) inaugurait une nouvelle implantation de colons israéliens en Cisjordanie, et y entamait des travaux de terrassements sur deux nouveaux sites pour préparer d'autres installations. Quant au parti du chef de gouvernement israélien lui-même, le Likoud, son groupe parlementaire vient, lundi 23 avril, de demander au gouvernement d'autoriser la création de nouvelles colonies de peuplement en Cisjordanie et à Gaza, et d'y renforcer celles qui existent déjà. Une façon de répondre d'avance à la proposition américaine de geler toute implantation nouvelle de colons dans les territoires occupés.

Pour maintenir leur ordre dans la région, pour pouvoir bénéficier de l'essentiel des richesses de son sous-sol, les Etats-Unis aimeraient bien ne pas avoir à faire eux-mêmes, de façon permanente, la police contre les pauvres qui la peuplent. Ils aimeraient sûrement pouvoir tabler pour cela sur une alliance entre les divers oppresseurs locaux, dictateurs arabes et armée israélienne, plus que sur leurs rivalités et sur les équilibres de forces entre eux, obligatoirement précaires, sur lesquels ils jouaient jusqu'à présent.

Ce n'est pas si simple. Et les principales difficultés viennent, on le voit, du principal allié des USA dans la région, Israël.

Sans même parler d'un embryon de solution du problème palestinien dont on semble encore loin, le gouvernement israélien rechigne même à accepter de faire un simple geste vis-à-vis des mouvements palestiniens qui puisse permettre aux gouvernements arabes de prétendre avoir obtenu quelque chose en échange de leur alliance avec les USA.

Méfiez-vous de vos amis !

Olivier BELIN

GÉNÉRAL A VENDRE

Sa femme, cheveux au vent, sa fille blonde comme les blés, son fiston déjà passablement grassouillet, et son chien presque plus imposant que le général lui-même se sont précipités pour lui lécher le visage à sa descente d'avion, sous les yeux attendris des télévisions du monde entier. Il était beau, il était gros, il sentait bon le sable chaud... comme dit la chanson. Le héros de l'Amérique, le général Schwartzkopf, rentrait chez lui, dimanche 21 avril.

C'est qu'il n'est pas n'importe qui, le nouveau héros de l'Amérique que plusieurs centaines de milliers de fans étaient venus acclamer ce jour-là sur l'aérodrome militaire de la base de Tampa en Floride : cet hiver, dans les bureaux de son quartier général, au loin là-bas, en Arabie Saoudite, il a valeureusement ordonné à ses aviateurs de larguer pendant un mois des milliers et des milliers de tonnes de bombes, sur un pays pauvre. En faisant donner ses bombardiers géants construits pour défier l'URSS, le dernier-né des avions furtifs en fibre de carbone conçu pour échapper aux plus sophistiqués des moyens de détection, que l'ennemi du jour ne possédait pas, et tout l'arsenal préparé pour la prochaine guerre mondiale, il a réussi à gagner la guerre... du Koweït.

Aujourd'hui les émissaires des trusts américains se sont précipités au Moyen Orient à la conquête des marchés de la reconstruction du Koweït et accessoirement des ventes d'armes à l'Arabie saoudite ou à l'Egypte. Le guerrier fatigué, sa tâche accomplie, a pris l'avion dans l'autre sens. Il n'en compte pas moins, à sa façon, toucher aussi les dividendes de la victoire.

Il avait, du fin fond de l'Arabie, pris soin de lâcher négligemment à la presse sa petite phrase sur le fait qu'il aurait bien plus complètement gagné la guerre contre Saddam Hussein si Bush lui avait laissé ne serait-ce que 24 heures de plus : il aurait alors sans peine pu écraser la garde républicaine de Saddam Hussein, voire renverser Saddam lui-même. Personne n'y tenait vraiment, et probablement pas plus Schwartzkopf que Bush, tous bien soulagés de voir les troupes de choc du régime irakien écraser, au lendemain de la guerre, les rébellions en Irak que celle-ci avait engendrées. Mais sa petite déclaration du genre *«si on m'avait laissé faire»*, pourra toujours servir au général, pour une éventuelle carrière politique.

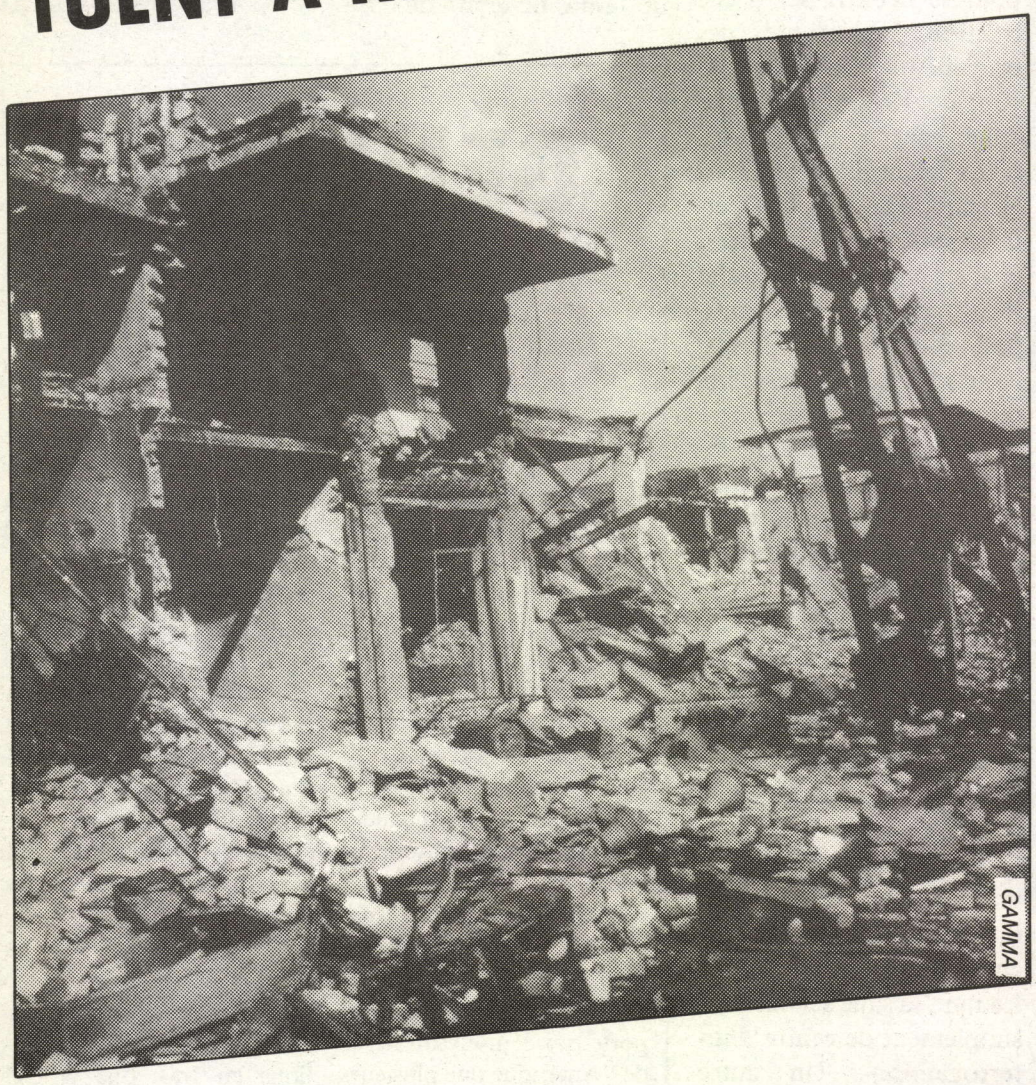
On n'en est pas là. Pour l'instant Schwartzkopf n'a pas annoncé son intention de se lancer dans la politique. Il a même décliné la cinquième étoile de chef d'état-major de l'armée de terre. Sous la visière, ses yeux sont pour l'instant braqués sur des horizons plus bas, mais tout aussi scintillants, à commencer par une tournée de conférences à 60 000 dollars pièce (360 000 F). Plusieurs éditeurs se disputent la publication de ses mémoires de guerre, en lui offrant pour cela des millions de dollars. Et nombre de grands trusts américains seraient très honorés de pouvoir faire figurer dans la liste de leur conseil d'administration le nom du héros de la guerre du Golfe : un label de qualité, et des relations bien placées, pour partir à la conquête des marchés.

Quand on a l'étoffe d'un héros, le moindre coupon vaut de l'or.

Olivier BELIN

Moyen-Orient

DANS L'IRAK DÉVASTÉ, LES BOMBARDEMENTS ALLIÉS TUENT À RETARDEMENT


GAMMA

Un nouveau coin du voile est levé sur les destructions civiles opérées en Irak par les bombardements de l'armée américaine. Ses généraux avaient reconnu que 93% des bombes n'étaient pas guidées mais aveugles et donc avaient tué au hasard. Mais les bombardements "réussis", bien "ciblés" n'auront pas été moins meurtriers. Le Comité international de la Croix-Rouge a récemment qualifié la situation *"d'énorme catastrophe en ce qui concerne la santé publique"*. Il ne s'agit pas des ravages opérés lors des combats de guerre civile dans les régions habitées par des chiites et des Kurdes mais des destructions dues aux bombardements occidentaux : américains, anglais et français.

Selon ce rapport humanitaire, la contamination de l'eau et l'infection menacent aujourd'hui la population de l'Irak. La production d'électricité a en effet été anéantie par les bombardements. La conséquence est l'arrêt des installations de traitement et de toute la distribution d'eau potable. Les eaux usées ne sont plus pompées ou traitées. Les gens doivent boire l'eau des rivières et des canaux. Beaucoup d'enfants frappés de diarrhée meurent, emportés en quelques heures.

D'autres maladies ont été signalées. Mais, en l'absence d'électricité, les germes n'ont pu être analysés. D'ailleurs, par manque de carburant ou parce que le téléphone ne fonctionne pas, il est impossible de dénombrer les victimes.

Le président de l'association américaine *Médecins pour les droits de l'Homme* a déclaré qu'il ne serait pas surpris si les pertes civiles se comptaient prochainement *"par dizaines de milliers de morts"*. Les hôpitaux, même quand les bâtiments ont été épargnés, fonctionnent très partiellement. La plupart manquent d'antibiotiques, d'anesthésiques et de tous les produits essentiels.

La nourriture est rare. La ration officielle a été réduite à trois reprises. Elle représente actuellement trois miches de pain par personne par mois. Les prix atteignent des sommes astronomiques sur les marchés : un gros poisson coûte deux semaines de salaire. Et cela alors que 80% environ de la population n'a pas de travail.

Le gouvernement américain avait menacé par la voix de Bush de *"ramener l'Irak à un stade pré-industriel"*. C'était une façon de faire croire à l'opinion internationale que les bombardements chirurgicaux détruiraient la puissance d'un dictateur sans trop toucher à la population. C'est l'inverse qui s'est produit. *"La véritable signification de la guerre technologique,* a déclaré le médecin américain cité, ***est bombardez maintenant et tuez plus tard"***.

Le pire est en effet sans doute encore à venir. Alors que les Kurdes gèlent dans les montagnes du nord, on suffoque déjà de chaleur à Bagdad. L'augmentation de la température signifie aussi celle des risques d'épidémie. La famine menace car les systèmes de stockage réfrigéré sont en panne. Les responsables de la Croix-Rouge s'attendent à une catastrophe si une aide massive n'est pas apportée de l'extérieur de façon urgente. La façon dont les grandes puissances ont traîné les pieds avant de commencer à aider symboliquement les réfugiés kurdes pourtant censés bénéficier de leur sympathie, laisse peu à espérer aux 14 millions d'Irakiens non-kurdes. Bush, Major et Mitterrand prétendaient ne faire la guerre qu'à Saddam Hussein et pas au peuple irakien. Le dictateur est toujours en place mais les peuples n'ont pas fini de payer la note de cette guerre déclenchée par les nations les plus riches pour maintenir leur ordre.

Pierre VERNANT

Grande-Bretagne

DEUX MILLIONS DE CHÔMEURS QUE LE GOUVERNEMENT ESSAIE DE CONVAINCRE QU'ILS VOIENT DOUBLE

Pour la première fois depuis octobre 1988, le nombre officiel des chômeurs britanniques (c'est-à-dire des chômeurs indemnisés en tant que tels, et pour être indemnisé, ce n'est pas une mince affaire) vient de repasser au-dessus de la barre des deux millions. Pour mars, la progression mensuelle enregistrée est d'ailleurs un record absolu, avec 112 900 chômeurs en plus - un de plus toutes les 24 secondes !...

Pareille "productivité" de la part de l'économie anglaise pose des problèmes au gouvernement. Venant après la remontée de l'inflation et la catastrophe électorale provoquée par l'introduction du poll tax, le Premier ministre conservateur Major se serait bien passé d'une pareille tuile, alors qu'il lui reste moins d'un an pour retrouver une majorité électorale.

Aussi les économistes officiels ont-ils été sollicités pour tenter de convaincre les électeurs que ce qui peut paraître comme un signal d'alarme au commun des mortels, n'est en fait qu'un signe de bonne santé pour les initiés.

L'un d'entre eux, Kevin Gardiner, s'est par exemple chargé d'expliquer, statistiques à l'appui, que bien souvent dans les récessions du passé la montée du chômage a accompagné l'amorce de la reprise et s'est poursuivie bien après quand les choses allaient de mieux en mieux.

C'est que, depuis le début de la campagne pour les élections municipales de mai, ce Gardiner et ses semblables s'évertuent à démontrer que la récession appartient déjà au passé, grâce à la "politique énergique" des conservateurs. Mais, sans doute pour parer à toute nouvelle surprise, il a néanmoins tenu à préciser qu'en dépit de cette fameuse reprise, la montée du chômage a toute chance de se poursuivre fort avant dans l'année 1992 et de frôler les trois millions...

Quant au gouvernement, il souligne que ses chiffres du chômage sont en-dessous de la moyenne européenne, en oubliant de préciser que... cela dépend si l'on compte les chômeurs indemnisés (auquel cas cela est vrai) ou les travailleurs sans emploi (et là, c'est faux). Les pauvres ministres ont sans doute tant à faire avec cette fameuse reprise qu'ils en oublient les innombrables trucages qu'ils ont introduits dans leurs propres statistiques.

D'ailleurs, ajoutent les conservateurs, par la voix du secrétaire d'Etat à l'Emploi, Michael Howard, le vrai problème ce n'est pas le chômage, ce sont les salaires et les salariés qui se montrent *"irresponsables au point de demander des augmentations déraisonnables, même de compromettre la reprise en agitant des menaces de grève"*.

Sans doute avait-il en tête les cheminots qui ne sont pas satisfaits des 6,5% d'augmentation annuelle offerte par la direction (soit plus de 2% en-dessous de l'inflation) ? Ou peut-être étaient-ce les salariés du métro de Londres qui, en riposte à la suppression de 1 800 emplois, viennent de tenir un vote sur le recours à la grève immédiate dont tout laisse prévoir qu'il donnera une majorité écrasante en faveur de la grève ?

A défaut de la reprise économique promise par ces messieurs les économistes officiels, serait-on sur le point d'assister à une autre reprise, celle des luttes sociales ? C'est ce qu'ils peuvent craindre.

François ROULEAU

GRÈVES OUVRIÈRES

ET RIVALITÉS POLITIQUES AU SEIN DE LA BUREAUCRATIE

Shone / GAMMA

Manifestation des mineurs ukrainiens à Pavlograd en juillet 1990.

Malgré les menaces proférées par les dirigeants de la bureaucratie, la vague de grèves semble s'étendre en Union soviétique. Si la grève des mineurs qui est dans sa septième semaine montre quelques signes d'essoufflement – bien que, d'après le comité de grève du Donetz, 197 des 500 mines soviétiques eussent été encore paralysées ce week-end – les travailleurs d'autres entreprises de la métallurgie, de l'automobile, de l'aéronautique les avaient rejoints. Les mines d'or de la Sibérie viennent d'entrer à leur tour dans le mouvement. A Minsk enfin, capitale de cette république Biélorusse, où un grand nombre d'entreprises se sont mises en grève le 3 avril, au lendemain de l'entrée en application d'importantes hausses de prix, une grève générale a été prévue pour le 23 avril.

Le journal pro-eltsinien *Les Nouvelles de Moscou,* édité en direction d'un public francophone, a publié récemment un reportage décrivant la colère des travailleurs de cette république réputée des plus calmes devant des hausses, multipliant par deux, trois, voire plus le prix d'articles de première nécessité. Il insista sur le caractère massif, déterminé de la riposte et le degré d'organisation des grévistes qui auraient mis en place des comités de grève dans toutes les entreprises en lutte de la Biélorussie, reliés au comité de grève de la ville de Minsk.

La classe ouvrière réagit...

La classe ouvrière réagit donc à la provocation du gouvernement de la bureaucratie qui présente les hausses des prix – catastrophiques pour les travailleurs dont les salaires ne bénéficieront que d'un complément dérisoire – comme un des principaux remèdes à l'aggravation de la situation économique. La tendance de la grève à s'étendre laisse penser que la réaction des travailleurs n'en est qu'à ses débuts. Si cette tendance continue à se concrétiser dans les semaines qui viennent, la classe ouvrière aura fait, physiquement tout au moins, irruption dans les débats économiques qui se limitaient jusqu'à présent aux seules sphères de la bureaucratie et des couches privilégiées.

... mais pour quelle politique ?

Mais avec quels objectifs et autour de quelle politique ? C'est là toute la question.

Parlant de la grève des mineurs, le rédacteur du journal *Les Echos* relève que *«les revendications* (des grévistes) *ont évolué au fil des semaines et les demandes politiques* (démission de Gorbatchev et dissolution du gouvernement) *l'ont progressivement emporté sur les exigences économiques* (hausse de salaires, indexation sur le coût de la vie)». Cet infléchissement a-t-il eu lieu au niveau des directions des grèves seulement ou dans la conscience de la masse des grévistes ? Sous l'influence de quelles forces politiques ? Il serait vain de trouver réponse à ces questions dans les reportages orientés des journalistes occidentaux. Mais si cela est vrai, cela signifie que l'on est en train d'étouffer, parmi les travailleurs, l'expression de leurs revendications propres pour y substituer la seule revendication d'un changement de gouvernement, c'est-à-dire, dans le contexte actuel, au profit d'une opération politique pro-Eltsine.

Ce n'est pas que l'intérêt des travailleurs soit d'en rester à leurs seules revendications économiques. Sûrement pas. La revendication de la hausse de salaires est insuffisante en elle-même dans une situation où les prix s'emballent (le gouvernement a d'ailleurs pu d'autant plus aisément concéder aux mineurs la promesse de doubler leurs salaires que tout le monde prédit une multiplication par cinq des prix d'ici la fin de l'année). Même assortie de l'indispensable indexation des salaires sur le coût de la vie, elle ne permet pas aux travailleurs de se protéger de cet autre fléau qui frappe la classe ouvrière, comme toutes les couches populaires, qui est la raréfaction des biens de consommation du fait des détournements, de la bureaucratie et du fait du ralentissement de la production elle-même. C'est le fonctionnement de l'ensemble de l'économie qui est mis en cause par la bureaucratie. C'est au niveau de l'ensemble de l'économie, c'est-à-dire au niveau politique, que la classe ouvrière aurait à imposer ses propres solutions.

Le FMI intéressé

Le FMI vient d'affirmer que *«l'effondrement économique a commencé».* Pour cet organisme représentant la bourgeoisie internationale, il s'agit d'un constat intéressé pour faire pression sur les dirigeants de la bureaucratie afin que ces derniers s'engagent dans ce retour au capitalisme dont jusqu'à présent les dirigeants ont plus parlé qu'ils n'ont réussi à le réaliser. Mais l'aggravation de la situation économique est réelle. La disparition des marchandises des magasins d'Etat, l'explosion du marché noir avec ses prix prohibitifs pour la classe ouvrière, le sabotage croissant du plan par les coteries rivales de la bureaucratie affectent la classe ouvrière en premier lieu. Ce n'est pas encore la catastrophe – les spécialistes du FMI oublient que l'effondrement économique de la Pologne, pourtant désormais sous leur coupe est autrement plus grave – mais elle se rapproche.

La direction politique actuelle de la bureaucratie, représentée par Gorbatchev, est complètement impuissante face à l'aggravation accélérée de la situation économique. Elle vient de rendre public son énième plan anti-crise, qui est mort-né avant d'avoir trouvé un début d'application. Les eltsiniens le rejettent parce qu'il prévoit un plan de privatisation trop lent, le néostalinien et plus encore chauvin grand russe groupe Soyouz le rejette parce qu'il menace l'unité de l'URSS. Les dirigeants nationalistes de plusieurs républiques le refusent parce que, au contraire, il n'accorde pas aux bureaucraties nationales assez de latitude pour privatiser à leur profit. Et tous s'accordent pour dire que Gorbatchev n'a de toute façon pas les moyens de sa politique.

Aurait-il les moyens de sa politique qu'il s'en servirait pour briser la classe ouvrière, et cela, avec l'accord de toutes les tendances de la bureaucratie. Il est significatif que «le moratoire sur les grèves», c'est-à-dire leur interdiction, se retrouve non seulement dans le plan Gorbatchev, mais aussi dans les réclamations du groupe Soyouz qui l'exige au nom du rétablissement de «l'ordre socialiste» ou des eltsiniens, qui le souhaitent pour hâter le passage au capitalisme.

Une politique et une organisation prolétarienne nécessaires

C'est dire que si la classe ouvrière est la première victime de l'anarchie bureaucratique actuelle, elle serait nécessairement victime de la stabilisation que tous les courants réclament sans qu'aucun ait pour le moment les moyens de l'imposer. La combativité dont témoignent les travailleurs soviétiques met encore plus en relief le caractère dramatique de l'absence d'une organisation politique de classe, susceptible d'offrir aux travailleurs en lutte une perspective, un programme politique, des objectifs. Faute de perspective propre, la combativité des travailleurs et leur colère contre Gorbatchev qui incarne le pouvoir de la bureaucratie sont canalisées par les partisans d'Eltsine à leur propre profit, c'est-à-dire au profit d'une politique bourgoise, celle d'une des fractions de la bureaucratie.

A en juger par ce qu'en rapportent les médias occidentaux sur ceux qui dirigent les grèves – mais quelle confiance peut-on accorder à ces informations ? – les forces politiques qui présentent le rétablissement du capitalisme assorti de promesses de démocratie comme une issue, voire l'unique issue pour la classe ouvrière, sont actives dans la classe ouvrière et ont de l'influence. L'avenir dépend de la rapidité avec laquelle pourrait apparaître, à la faveur de la crise actuelle du pouvoir et de l'absence de répression que cela favorise, un courant politique révolutionnaire prolétarien, qui reprendrait à son compte la défense des intérêts économiques immédiats des travailleurs, mais qui proposerait surtout à la classe ouvrière un programme politique basé sur la défense de la propriété collective contre le retour à la propriété privée, sur la défense de la planification contre le retour au marché capitaliste, sur le renversement du pouvoir de la bureaucratie au profit de la démocratie des Soviets, sur la réorganisation de l'économie sous le contrôle des travailleurs.

Il n'y a pas d'autre voie pour faire sortir l'URSS du chaos économique et politique actuel dans un sens favorable à la classe ouvrière.

Georges KALDY

Haïti

LES MANIFESTATIONS CONTRE

Depuis quelque temps, les manifestations se multiplient un peu partout en Haïti. Le point de départ en est les hausses de prix qui durent depuis des mois et affament une des populations déjà parmi les plus pauvres de la planète.

Le nouveau gouvernement d'Aristide a d'ailleurs essayé de faire un petit geste pour enrayer cette flambée, mais sans grands résultats. C'est ainsi qu'il a décrété, il y a un mois, la baisse de trois produits de première nécessité, le riz, le sucre et le ciment, ramenant par exemple de 3 gourdes à 2,60 gourdes la «petite marmite» (environ 1/2 livre) de riz. La réaction des commerçants et de tous les rapaces qui vivent sur le dos de la population ne s'est pas fait attendre. Dans bien des régions, ces produits sont devenus introuvables, et là où ils apparaissent encore sur le marché, les prix se sont envolés, atteignant pour la petite marmite de riz 4 gourdes à Port-au-Prince, 5 gourdes au Cap Haïtien. Autant dire que c'était la famine assurée pour les populations pauvres quand on sait que cela représente le tiers d'une journée de salaire... pour ceux qui ont la chance d'avoir un travail.

Des manifestations qui tournent à l'émeute

Cette spéculation et cette nouvelle flambée des prix ont rapidement provoqué de violentes réactions de la part de la population. C'est ainsi que mercredi 17 avril, des centaines de jeunes venus des quartiers pauvres ont envahi le centre de Port-au-Prince, accusant les «macoutes» et les «bourgeois» d'avoir incendié l'un des marchés populaires de la capitale. Armés de pierres, de bâtons et brandissant des pneus (allusion au supplice du «Père Lebrun» appliqué lors des récentes émeutes», ils s'en sont également pris au gouvernement américain qu'ils accusent de bloquer l'aide internationale, plongeant ainsi le pays dans la faillite.

A Jacmel, St-Marc, Limbé, Port-de-Paix, Pont-Somdé, la population est également descendue dans la rue pour protester contre la misère et la dégradation de ses conditions de vie.

Mais c'est au Cap Haïtien, la deuxième ville du pays, que les événements ont été les plus violents, la manifestation tournant à l'émeute. Accusant les commerçants de créer une pénurie artificielle des produits de première nécessité et d'organiser le marché noir, la foule s'est attaquée à cinq dépôts de riz, qui ont été pillés, tandis qu'un hôtel (dont le propriétaire était accusé d'être un spéculateur) était mis à sac. La police, pour rétablir l'ordre, a ouvert le feu sur la foule, faisant un mort et au moins huit blessés.

Avec Aristide, rien n'a changé

En fait, trois mois après l'arrivée au pouvoir d'Aristide, la situation économique d'Haïti continue à se dégrader. Incapable de faire face aux difficultés, d'enrayer le chômage et la flambée des prix, le nouveau gouvernement rejette les responsabilités d'une part sur les gouvernements étrangers, notamment américain, canadien et français, qu'il accuse de lui refuser les aides nécessaires à la relance de l'économie, d'autre part sur certains membres du secteur privé haïtien, notamment les commerçants, accusés de lui mettre des bâtons dans les roues.

Pérou

LE CHOLÉRA : *épidémie d ou maladie du*

Au Pérou, le choléra a déjà fait plus de 900 morts et 130 000 personnes au moins seraient contaminées. L'épidémie continue de s'étendre à d'autres pays d'Amérique latine, au Brésil en particulier. Quelques cas viennent même d'être décelés aux Etats-Unis. Cette effroyable maladie d'un autre âge n'est pourtant que l'un des fléaux du Pérou. La malaria, par exemple, y a fait 240 victimes en trois mois.

(AFP)

Des malades atteints du choléra traités dans un couloir d'hôpital à Lima.

Les autorités, tant politiques que religieuses, ne sont pas avares de conseils sur l'hygiène nécessaire pour éviter les contaminations. Il faut, disent-elles, faire bouillir l'eau, se laver les mains... Mais pour les pauvres l'eau est un luxe et la faire bouillir leur coûte cher. La forte augmentation des prix, en particulier celui du carburant (sorte de kérosène) dont se sert une partie de la population pour ses réchauds, a amené les gens à économiser davantage sur les cuissons.

Autres boucs émissaires accusés de répandre le mal, les vendeurs ambulants qui, comme dans beaucoup de pays pauvres cuisinent dans la rue, sans grande hygiène évidemment... Il faut dire que ces vendeurs ambulants, très nombreux dans le centre des villes, n'ont jamais été appréciés des bourgeois qui y vivent. Et si l'occasion leur était donnée de les en voir chassés... Des analyses de leurs aliments ont d'ailleurs été effectuées sur commande d'un journal, *Expresso*. De nombreuses bactéries pouvant être à l'origine de maladies de l'appareil digestif ont été trouvées, seulement le bacille cholérique, lui, n'a pas été détecté.

Mais même si la nourriture que vendent ces petits marchands était infectée, quels moyens auraient les autorités pour parer à l'extension du fléau. Ces vendeurs que l'on tente d'incriminer aujourd'hui ont un rôle indispensable dans un Pérou pauvre. Ce sont eux qui nourrissent des milliers de travailleurs qui, chaque jour viennent de leurs bidonvilles distants de dix voire même parfois de vingt kilomètres : les ouvriers mais aussi tous ceux qui vivent de petits boulots, cireurs de chaussures, récupérateurs de bouteilles vides, vendeurs de lacets ou de cigarettes à l'unité... Le salaire minimum est au Pérou de 350 francs par mois mais seuls 40 % de la population active ont un emploi fixe... qu'ils peuvent perdre d'ailleurs sur une simple saute d'humeur d'un chef ou d'un patron. Et un ouvrier qui prend deux bus pour se rendre à son travail peut dépenser jusqu'à 150 francs par mois ! C'est dire combien dans un pays pauvre la misère peut être un des principaux facteurs de propagation d'une maladie.

A ce jour, pas un seul habitant d'un quartier riche n'est mort du choléra. Ceci explique sûrement que le gouvernement se soit permis de rogner de 10 % le maigre budget alloué aux épidémies (20 millions de francs).

Les hôpitaux, sauf ceux de l'armée, sont dans un état déplorable. Les excréments des malades atteints du choléra, refermant donc une forte densité de bacilles, sont rejetés dans les égouts qui débouchent sur le littoral ou dans les fleuves, là où de nombreux habitants puisent leurs eaux.

Dans les villages de pêcheurs, les gens continuent à manger du poisson de roche, le plus dangereux car le plus pollué puisqu'il se nourrit lui-même d'un plancton infecté par les germes. Mais là encore, quel choix peuvent-ils bien avoir ? Ne rien manger ou encourir le risque de la maladie. En fait aucun choix !

Actuellement, le personnel hospitalier est en grève. Le mouvement vient d'être décrété illégal par le gouvernement qui menace de licencier massivement. La secrétaire du syndicat des infirmières a déclaré que, exposées à toutes les contagions à cause

..A VIE CHÈRE SE MULTIPLIENT

ı question des ılaires

Cette situation est d'au-ıt plus dramatique ur la population que le ômage ne cesse d'aug-enter, tandis que les laires restent, avec un laire minimum fixé à 15 urdes (3 dollars) par ur, parmi les plus bas s Caraïbes.

Le gouvernement fait ne, dans ce domaine ssi, de vouloir faire elque chose. C'est ainsi 'il a soumis au Parle-ent et au Sénat un projet loi tendant à relever le laire minimum à 28 urdes (5,60 dollars). ais il laisse déjà enten-e que s'il n'est pas appli-é, ce n'est pas de sa sponsabilité. Tout le onde sait d'ailleurs dans pays que les patrons comme les grands propriétaires terriens n'ont jamais respecté les anciens taux minimums. Par contre, le patronat menace déjà de fermer ses usines et d'accroître le chômage s'il doit appliquer les nouveaux tarifs.

Face à tout cela, les masses pauvres et la jeunesse haïtiennes montrent qu'elles n'ont pas l'intention de continuer à subir sans rien dire. Certes, bien des illusions demeurent vis-à-vis du gouvernement Aristide, mais en leur sein, ceux qui commencent à se rendre compte qu'il ne suffit pas seulement de changer la tête du gouvernement pour que les choses changent sont de plus en plus nombreux.

Et comme en attestent les récentes manifestations, la population fait la démonstration de ses capacités à réagir immédiatement et violemment. Et avec efficacité puisque les commerçants du Cap Haïtien, par exemple, ont dû reculer sur les prix, et revenir aux prix antérieurs. Mais pour obtenir un recul général de tous ceux qui vivent sur le dos des masses pauvres, en les affamant par le chômage et par la vie chère, il faudra que celles-ci aillent au-delà des réactions spontanées, qu'elles s'organisent, et au travers de leurs luttes, qu'elles soient capables de faire le tri entre ceux qui, à coups de discours et de sermons dominicaux, font mine d'être dans leur camp, et ceux qui le sont vraiment.

Roger MEYNIER

(AFP)

..u Moyen-Age ..apitalisme ?

ı manque d'hygène dans les ôpitaux, touchant un faible laire (environ 450 F par ois), elles préféraient encore émissionner. Des travailleurs : la santé ont déjà contracté choléra et un au moins en t mort.

La corruption et l'incurie s dirigeants péruviens sont en sûr responsables du déla-ement du pays et, par voie conséquence, de la rapide opagation de l'épidémie de choléra. Mais cette responsabilité est pour le moins partagée avec celle des puissances occidentales qui maintiennent le Pérou, comme bien d'autres pays, dans un état de sous-développement chronique. Oh certes, ici ou là, on verse quelques larmes sur le drame qui s'est abattu sur la population péruvienne. Mais les banquiers, eux, ne s'émeuvent pas facilement. Ils sont inébranlables quand ils s'agit d'argent. Pour débloquer 600 millions de francs destinés à tenter d'enrayer l'épidémie, ils viennent d'imposer au Pérou de réintégrer le système monétaire international. En clair, ils exigent un calendrier de remboursement de la dette, alors que pour les exportations péruviennes, le manque-à-gagner dû au choléra est déjà de six milliards de francs.

L. M.

A. Diclos / GAMMA

Une rue de Lima. Le vrai choléra, c'est la misère.

La guerre continue en Afghanistan... Et au Pakistan, les camps de réfugiés afghans ne désemplissent pas

Les tirs de missiles Scud, lancés par les forces gouvernementales afghanes contre la ville d'Asadabad tenue par les Moudjahidins depuis l'été 1988, ont probablement fait plusieurs centaines de morts et d'importants dégâts.

Mais surtout, ils sont venus rappeler que, deux ans après le départ des troupes soviétiques d'Afghanistan, le pays connaît toujours la guerre.

L'URSS continue d'armer les troupes gouvernementales de Najibullah, et les Etats-Unis, le Pakistan et l'Arabie Saoudite continuent d'armer ceux que les journalistes français, suivant la couleur politique du journal pour lequel ils écrivent, continuent d'appeler *«les rebelles»* ou *«la Résistance»,* c'est-à-dire une coalition de milices issues de différents clans et de différents partis dont la plupart sont d'ailleurs des partis religieux, voire intégristes. Les succès rencontrés récemment par ces dernières, en particulier la prise de la ville de Khost le 31 mars dernier, ont sans doute poussé le gouvernement afghan en place à riposter de façon spectaculaire. D'autant plus que dans quelques jours, a lieu au Pakistan une «entrevue» entre des représentants du Pakistan et de l'URSS... pour discuter de l'Afghanistan justement.

La population afghane subit cette guerre, où des clans, de chaque côté, s'affrontent pour garder ou prendre le pouvoir, en utilisant les antagonismes des grandes puissances ou ce qui en reste. Qu'elle se trouve dans les zones de combats, ou qu'elle cherche à les fuir en se réfugiant au Pakistan voisin.

Car des millions d'Afghans sont en effet maintenant «réfugiés» au Pakistan, c'est-à-dire, pour la plupart, parqués dans des camps le long de la frontière.

S. F.

Afrique du Sud

DE KLERK N'EST PAS PRESSÉ DE METTRE FIN À L'APARTHEID

Velasco - Afrapix / GAMMA

Soweto en 1989 : une manifestation de l'ANC.

En apparence, les relations se sont tendues ces derniers temps entre le gouvernement sud-africain du président De Klerk et le Congrès National Africain, l'ANC.

Le 5 avril dernier, celui-ci lançait un ultimatum au gouvernement. il menaçait d'arrêter les négociations sur la future constitution post-apartheid du pays si ce gouvernement n'acceptait pas un certain nombre de ses demandes : démission du ministre de «la loi et l'ordre» et celui de la Défense, démantèlement de certaines unités de la police, sanctions contre certains policiers impliqués dans des massacres dans des townships, et différentes autres mesures contre les forces de répressions.

Et au gouvernement qui, en réponse, vient de proposer la création d'une «commission d'enquête» sur les violences, ainsi qu'une réunion de toutes les forces politiques et sociales, l'ANC vient d'opposer un refus, estimant, à juste titre, que De Klerk ne faisait que tergiverser.

Et il est vrai que le gouvernement porte une lourde responsabilité dans la véritable guerre que se livrent depuis des années l'ANC et ses alliés d'un côté et l'Inkatha, un mouvement basé principalement sur l'ethnie zouloue, de l'autre. Cette guerre s'est déroulée pendant des années dans la province du Natal, où habitent la majorité des Zoulous. Elle y a fait des milliers de morts. Mais depuis l'année dernière elle s'est étendue au Transvaal, principalement dans les banlieues de la capitale du pays, Johannesburg. Rien que dans les trois premiers mois de 1991, 600 personnes y auraient laissé la vie.

Il est hors de doute que la police prête son assistance à l'Inkatha, protège, arme ou organise, plus ou moins discrètement, un certain nombre de ses groupes de choc. Ou alors, qu'en liaison avec l'extrême-droite raciste, elle se sert tout simplement du nom de l'Inkatha, que les dirigeants de ce parti le veuillent ou non ou qu'ils le sachent ou non, pour lancer des attaques sanglantes contre la population des townships sympathisante de l'ANC.

Le gouvernement, qui a entamé depuis un an des négociations avec l'ANC, en même temps qu'il mettait fin à certains aspects de l'Apartheid, a fait mine, parfois, de condamner les excès de sa police ou surtout de l'extrême-droite. Mais dans le même temps il les tolère, bien incapable d'ailleurs d'imposer à ses propres sbires, recrutés et formés pour maintenir l'Apartheid, de se transformer en une police démocratique d'un futur Etat sud-africain non raciste.

Et d'ailleurs ils le servent. L'extrême-droite ou même l'Inkatha lui permettent de faire contre-poids à l'ANC, de justifier ses lenteurs dans le démantèlement de l'Apartheid et dans les négociations pour une nouvelle constitution du pays. Que cela se paie avec la vie de milliers de Sud-Africains n'est pas pour gêner les représentants d'un régime qui a déjà sur les mains le sang de dizaines de milliers d'entre eux.

Et, malheureusement, l'ANC n'a pas trouvé de réponse à cette politique du gouvernement. Ce n'était sans doute pas facile à cause de la puissance de la police et de l'armée sud-africaine. Mais l'attitude de l'ANC cherchant à évincer des négociations sur l'avenir du pays tous ceux en désaccord avec lui, et en particulier l'Inkatha, pour finalement accepter quand même de négocier avec le leader du mouvement zoulou, Buthelezi, ne pouvait qu'inspirer la méfiance parmi bon nombre d'opposants de l'Apartheid eux-mêmes.

Mais sans doute pour tenter de s'adresser à toute la population opprimée, la gagner à sa cause, et couper l'herbe sous le pied aux manœuvres de la police, de l'extrême-droite et de Buthelezi, il faudrait que l'ANC vise réellement à donner le pouvoir à ces masses opprimées. Et non simplement à installer celui de son propre appareil, qui risque de n'être pas beaucoup plus démocratique que celui du régime actuel, avec lequel d'ailleurs l'ANC semble bien prêt de partager.

Jacques MORAND

AU MAROC,

Une précédente vague de répression à Casablanca, en 1981.

(AFP)

LA REPRESSION CONTINUE

Un mort, une dizaine de blessés, tel est le bilan de l'intervention des forces de l'ordre dans l'enceinte de la faculté de médecine à Casablanca pour disperser une manifestation. Par ailleurs une cinquantaine d'étudiants, accusés d'être à l'origine des incidents, devraient être jugés prochainement en flagrant délit.

En fait, au départ, les manifestants voulaient seulement rappeler aux responsables de l'université une série de revendications portant sur l'amélioration de leurs conditions de travail et restées sans réponse depuis le début de l'année. Ils voulaient également protester contre les sanctions, allant de 6 mois à 2 ans d'exclusion, prises contre cinq d'entre eux, accusés d'avoir perturbé les cours.

La sauvagerie de cette répression n'est pas vraiment surprenante au pays de "Notre ami, le roi", cher à tous les gouvernements français successifs. Le régime d'Hassan II est une dictature féroce qui ne tolère aucune opposition. Et il n'a sans doute pas oublié que les universités ont été au premier plan de l'agitation en faveur de l'Irak durant la guerre du Golfe, tandis que, fidèle à ses habitudes, le gouvernement avait choisi de soutenir le camp des Occidentaux. Aujourd'hui, il le fait chèrement payer aux étudiants, même quand ceux-ci se cantonnent dans les revendications à caractère purement matériel.

G. Mérillon / Gamma

La «maîtrise des dépenses» ou l'art de transformer les couloirs en dortoir pour les malades.

Les chiffres de la Santé

LA GANGRÈNE DE L'AUSTÉRITÉ

Le rapport annuel de la commission des comptes de la Santé indique qu'en 1990, 9 537 francs ont été dépensés pour la santé par habitant. Ce chiffre inclut tout : ce que paient l'Etat, les organismes de couverture sociale et les particuliers.

Par rapport à 1989, ce chiffre marque une progression de 7,4 %. Et le ministre, Claude Evin, se félicite de ce que cette hausse soit plus faible que celle de l'année précédente qui avait été de 9,1 % - les «fruits», dit-il, de sa politique de «maîtrise des dépenses».

«Maîtrise» ? Peut-être, mais à sens unique comme le montre par exemple le détail des comptes concernant le secteur hospitalier. Les hôpitaux publics enregistrent une croissance de 0,7 % pour les entrées et de 2 % pour les soins. Alors que le volume des soins augmente de 6,2 % dans les établissements privés. De même la part des interventions chirurgicales «lourdes» (celles dont le coût est évalué à 100 000 F et plus) effectuées dans le privé augmente de 1 %.

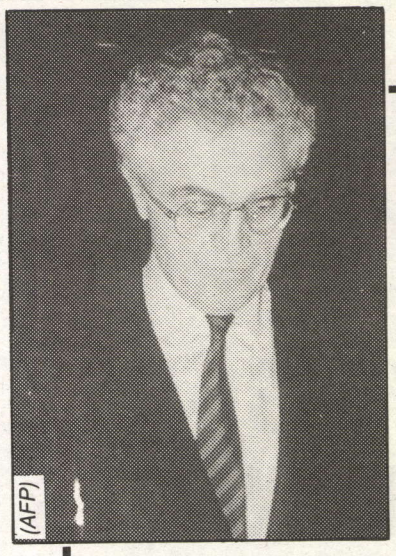
Dans le secteur hospitalier donc, le balancier penche un peu plus en faveur de ceux qui ont les moyens de se payer le luxe de ne pas aller dans le secteur public. Et comme ce n'est qu'une minorité, il en résulte une croissance moins forte des dépenses globales.

D'ailleurs la même constatation ressort de la répartition de la prise en charge des dépenses de santé. La part payée par les particuliers a augmenté régulièrement de 17,7 % en 1986 à 18,7 % en 1990, tandis que celle de la Sécurité sociale passait dans le même temps de 75,4 % à 74 %.

Au *Grand Jury RTL-Le Monde* du 24 avril, Claude Evin a réaffirmé son objectif d'équilibrer les comptes de l'assurance-maladie *«sans augmenter les cotisations et sans diminuer les remboursements»*. Peut-être sans diminuer les remboursements en valeur absolue, mais en valeur relative ces chiffres montrent qu'il ment comme un cochon.

Sa «maîtrise des dépenses» porte un autre nom, celui d'austérité, et ceux qui en font les frais ce sont justement ceux qui financent l'assurance-maladie, et pour qui c'est une nécessité : les travailleurs.

F. R.


(AFP)

La réforme Jospin ET LA MONTAGNE ACCOUCHA D'UNE SOURIS

Maintenant c'est chose faite, Jospin vient lui aussi, comme tout ministre de l'Education nationale qui se respecte, de poser la première pierre d'une réforme qui portera sûrement son nom.

Mais il en a fallu du temps au ministre pour peaufiner son projet. Depuis la rentrée 1988, plusieurs "sages" et autres spécialistes réfléchissaient, accumulaient rapports et études pour finalement accoucher d'une toute petite réformette, car c'est bien de cela qu'il s'agit.

L'élément essentiel du projet Jospin consiste en fait à mettre en place dans les classes de secondes, premières et terminales, trois heures par semaine, dites de "modules". Et cela, pour permettre aux élèves, non plus seulement d'accumuler des connaissances qui seraient mal digérées, mais pour leur faciliter l'apprentissage, pour leur *"apprendre à apprendre"*. Le temps nécessaire aux "modules" serait pris sur le temps actuellement imparti à l'enseignement général. Voilà, c'est à peu près tout et c'est bien peu. C'est surtout suffisamment flou pour espérer que le projet ne suscite pas une levée de boucliers.

Quant aux problèmes essentiels de l'Education nationale - le manque d'enseignants et le manque de locaux - pas un mot dans le projet Jospin. Et pourtant, le ministre sait fort bien que c'est là que le bât blesse. D'ailleurs, n'a-t-il pas lui-même rappelé en présentant sa réforme, qu'elle était destinée à répondre au continuel accroissement du nombre des élèves, en déclarant : *"Dans les années trente, 5% d'une classe d'âge entraient au lycée. Aujourd'hui, ils sont 80%"*.

La plus simple des logiques amènerait à conclure qu'il faut en premier lieu doter l'Education nationale des moyens nécessaires à son fonctionnement. Eh bien non ! Tout ministre et universitaire qu'il soit, Jospin a une logique qui l'amène à papillonner autour et alentour pour mieux tourner le dos aux principales urgences.

Mais n'est-ce pas la principale tâche d'un ministre ?

C. L.

Mitterrand en Roumanie ENVOYEZ LES COMMANDES !

Mitterrand a donc été le premier chef d'Etat occidental à se rendre en Roumanie, depuis la chute de Ceausescu. Un peu gêné tout de même par la mauvaise image de Ion Iliescu et les manifestants qui s'étaient rassemblés en plusieurs endroits de Bucarest. Mais les affaires sont les affaires, et quand on joue au commis voyageur de l'industrie française, il ne faut pas être trop regardant.

Difficile malgré tout, de faire semblant de ne rien voir et de se couper de l'opposition roumaine, qui peut être un jour au pouvoir. Alors Mitterrand y a été de ces petites phrases qui lui sont chères sur la nécessité *«de mettre en place ces réformes qui conduisent à l'Etat de droit»*, de *«hâter la démarche démocratique»* et sur l'importance des *«garanties qui seront accordées aux multiples minorités»* (toujours persécutées, comme les minorités hongroise ou tzigane, en Roumanie). Et de rencontrer quelques opposants, comme Doïna Cornea, pour faire bonne mesure.

Mais Mitterrand a surtout insisté sur le fait que *«la France est là quand ses amis ont besoin d'elle»*. En d'autres termes, passez les commandes !

Car jusqu'ici, l'industrie française arrive loin derrière ses concurrentes : 6 milliards de dollars en 1990, contre 22 milliards de dollars pour l'industrie allemande qui se taille la part du lion sur le marché roumain. Airbus Industrie a certes réussi à placer quelques avions, mais Alcatel s'est fait souffler un marché par Siemens, tandis que Bouygues rêve de construire un centre de commerce international. Enfin Renault et Citroën, qui ont déjà participé à la construction d'usines en Roumanie, espèrent bien d'autres contrats.

Reste à savoir comment la Roumanie, qui est déjà endettée jusqu'au cou, pourra faire face au paiement de ses dettes. En pressurant la population ? Sans aucun doute. Mais ça, pour Mitterrand, c'est une autre histoire.

Via-Assurances (Paris 8e et 9e)

PETIT SUCCÈS SUITE AUX DÉBRAYAGES POUR LES SALAIRES

Le petit mouvement pour l'augmentation des salaires (cf. *LO* n°1190) s'est poursuivi le mercredi 17 avril. Ce jour-là 220 personnes se rassemblaient pour un cinquième débrayage, le plus important.

Entre temps, trois cents francs minimum avaient été accordés à Rhin-et-Moselle, l'une des compagnies du groupe Allianz dont dépend VIA. Que cette somme soit refusée aux employés de VIA est apparu à leurs yeux comme une injustice flagrante. C'est donc surtout sur ces trois cents francs qu'insistaient la plupart de ceux qui débrayaient. Et ce, malgré le vote en assemblée générale, la semaine précédente, d'une revendication uniforme de 1 500 F.

Chacun étant bien conscient qu'il manque cette somme (au minimum) sur nos payes, et continuant à l'affirmer, beaucoup jugeaient cependant que les 300 F étaient plus à leur portée.

Les employés de VIA avaient décidé de débrayer pour la cinquième fois le jour d'une nouvelle réunion direction-syndicats... non programmées à l'origine, mais que les employés avaient réclamée et obtenue lors des débrayages précédents.

Et alors que, d'après le PDG lui-même, les négociations salariales étaient «closes» sur la base d'une augmentation de 2,5 % avec minimum de 186 F, celui-ci finit par céder les 300 F.

Malgré l'appel du SDEM (Syndicat Démocratique des Employés Mécontents) et de la CGT à poursuivre le mouvement car les 300 F ne représentaient pas grand-chose par rapport à ce qui a été volé aux employés depuis 1982, la majorité des présents votait pour l'arrêt du mouvement. Pour beaucoup, en effet, faire céder la direction de 140 F à 186 F puis à 300 F représentait un succès non négligeable et les 1 500 F semblaient un objectif irréalisable.

Une minorité s'exprima tout de même pour continuer en disant que puisqu'on avait obtenu plus à chaque débrayage il n'y avait pas de raison de s'arrêter en si bon chemin.

Aujourd'hui le travail a repris mais dans des assemblées de services où l'ambiance est toujours aussi bonne et les discussions nombreuses, beaucoup de gens expriment un sentiment de victoire et se déclarent prêts à remettre ça contre la dénonciation des Conventions collectives de l'assurance par la fédération patronale (FFSA), ou à l'occasion du prochain déménagement de l'entreprise, qui suscite du mécontentement, surtout à cause de l'allongement prévisible du temps de transport (1 h à 2 h en moyenne).

Cette série de débrayages aura donc permis d'aboutir à un petit succès sur le plan revendicatif mais elle aura surtout redonné le moral à beaucoup d'employés.

Correspondant LO

L'annonce de la dénonciation des conventions collectives :

UAP UNE INVITATION À SE FAIRE CRAINDRE

C'est mardi 16 avril, qu'à l'UAP, nous avons appris, par les organisations syndicales, mais aussi par le PDG, que les Conventions collectives avaient été dénoncées par la FFSA.

Une note de service, signée du PDG Jean Peyrelevade, a été diffusée à l'ensemble du personnel. Cette note se voulait rassurante et apaisante :

«Naturellement, une telle dénonciation, même provisoire, est cependant susceptible de provoquer l'inquiétude chez certains d'entre vous. Je tiens à vous rassurer...».

Dans les bureaux, nombreux sont conscients qu'il y a là une nouvelle attaque d'envergure. La direction, non contente de bloquer les salaires depuis des années, de réduire les emplois, veut encore supprimer un cadre réglementaire pour pouvoir agir à sa guise. Et elle espère qu'il n'y aura pas de réaction de notre côté !

Alors oui ! Il est de notre intérêt de montrer au PDG et à tous les assureurs qu'ils ont raison de nous craindre. Nous n'accepterons pas ces remises en cause en série.

Correspondant LO

93 licenciements à Case (Vierzon)

DÉBRAYAGES ET... DÉPARTS VOLONTAIRES

Depuis deux mois, la direction a engagé la procédure habituelle pour supprimer 93 emplois à l'usine CASE (dont plus de 70 licenciements secs). Ce qui fait de CASE (qui était voici quelques années la plus grosse entreprise de la ville avec plus de 1 000 travailleurs) une petite entreprise de moins de 300 personnes.

L'annonce de la liste des licenciés devait être faite le vendredi 26 avril et suivie aussitôt de 15 jours de chômage partiel.

Mais mardi 16 avril, nous apprenons que des débrayages ont eu lieu à l'usine de Crépy-sur-Oise (qui licencie 200 personnes sur 1 800). Les discussions se multiplient. Mercredi 17, au casse-croûte des équipes, personne ne reprend le travail. La chaîne débraie à son tour, les bureaux sont envahis. Après que la porte du bureau directorial a été ouverte, les délégués CGT et CFDT sont reçus. Nous apprenons que le plan social prévoit de 38 000 F à 50 000 F de prime en plus des indemnités légales, en cas de départ volontaire. Tout le monde trouve cela minable. L'après-midi, nouveau débrayage des équipes d'après-midi, le directeur s'entend à nouveau dire qu'il faut lâcher plus et sans qu'on ait à partir volontairement. Mais jeudi et vendredi, les débrayages sont de moins en moins importants. Tous ceux qui se savent sur les listes sont tentés de partir avec ce que donne la direction se disant qu'ils peineront à arracher plus.

Le PDG-Europe vient à Vierzon le vendredi annoncer du chômage partiel en plus, la baisse de la production.

De son côté, la section CFDT majoritaire dans l'entreprise incite à signer en départ volontaire.

Si bien qu'à partir du lundi, les débrayages cessent, et les départs volontaires se multiplient.

Beaucoup de travailleurs qui se sentent menacés ont choisi de partir.

Dans l'entreprise, l'ambiance est plutôt morose la production ne sort plus et tout le monde attend le chômage partiel qui commence le 26 avril.

Correspondant LO

On a tous le même patron

Actuellement, il y a aux alentours de 2 500 sous-traitants et intérimaires aux Chantiers, essentiellement concentrés dans les bords.

Les entreprises se multiplient à tel point qu'on peut très bien travailler dans une même boîte sans que personne n'ait le même patron, que ce soit des boîtes d'intérim ou d'obscures sous-traitants de sous-traitants dont la société n'a d'entreprise que le nom. On peut aussi travailler pour une autre entreprise sans le savoir. Cela devient impossible de s'y retrouver. Pour un même boulot, on peut être payé 45 F ou 36 F de l'heure, faire 39 ou 60 heures par semaine selon le bon vouloir d'un quelconque chef. Personne n'a la même paie ni les mêmes avantages, souvent pas de chaussures de sécurité pour travailler.

Les Chantiers espèrent, par ces combines, nous rendre plus à la merci de leur bon vouloir, que l'on travaille pour les Chantiers directement ou au travers d'un tas de parasites.

Mais, comme on a tous les mêmes problèmes de salaires insuffisants et de mauvaises conditions de travail, il va bien falloir qu'on les mette en commun pour les résoudre ensemble si on veut s'en sortir.

Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *des Chantiers de l'Atlantique – St-Nazaire.

LES COMPTES TRUQUÉS DES BANQUES : PLUS C'EST RICHE PLUS ÇA TRICHE

■ Les banquiers, dont le syndicat patronal menace de dénoncer la Convention collective, prétendent, pour tenter de se justifier, que les temps sont durs. A en croire les pages financières des journaux, les banques françaises auraient réalisé une mauvaise année en 1990. En moyenne, les bénéfices des neuf plus grandes auraient reculé de 15 %, selon le journal *Le Monde*. Ce qui n'est tout de même pas si mal : leurs cagnottes restent coquettes, compte tenu de la progression des profits les années précédentes.

Et puis les bénéfices des banques, c'est bien connu, sont, avec ceux des compagnies d'assurances, les plus faciles à truquer. Toutes les entreprises ont la possibilité de trafiquer leurs comptes de façon à faire apparaître un bénéfice plus ou moins grand, selon les nécessités de l'heure. Les comptables sont payés pour cela. Mais les astuces de présentation qui consistent à concentrer soit les pertes, soit les bénéfices sur une année en jouant, par exemple, sur l'amortissement des dépenses et sur la facturation pour retarder ou avancer des rentrées de fonds, sont encore plus faciles à pratiquer quand il s'agit d'entreprises financières comme les banques et les compagnies d'assurances. Les secondes peuvent passer en réserves l'augmentation de la valeur de leurs placements financiers et de leurs immeubles. Les banquiers, eux, peuvent inscrire comme provisions destinées à couvrir des pertes futures pratiquement tout l'argent qu'ils veulent. Cela leur permet de réduire leur impôt sur le bénéfice.

Ces financiers ne sont donc pas à plaindre. Tous, même la BNP et la Société Générale qui annoncent une baisse de leurs profits avec «seulement» 1,6 et 2,7 milliards de francs, ont augmenté leurs provisions en 1990. La BNP a ainsi mis de côté en plus de son bénéfice 7,1 milliards et la Société Générale 6,8 milliards. Le Crédit Lyonnais a engrangé, lui, 6,5 milliards et le Crédit Agricole 11,9 toujours au titre de ces provisions. Certains banquiers étalent davantage leurs richesses pour pouvoir racheter à tour de bras des entreprises. C'est le cas, par exemple, du Crédit Lyonnais dont le bénéfice a, lui, officiellement augmenté de 18,4 % (3,7 milliards de francs). Cette banque finance entre autres le licencieur Tapie et de nombreux promoteurs immobiliers parisiens. Le même Crédit Lyonnais a récemment financé pour plusieurs milliards de francs le rachat de la firme de cinéma Métro Goldwyn Meyer par un homme d'affaires italien accusé de recycler l'argent de la Mafia. La banque s'efforce aussi actuellement de racheter une compagnie d'assurance en pleine déconfiture en Californie... Après quoi, ces banquiers spéculateurs auront le culot de prétendre qu'ils doivent rogner sur les salaires du personnel pour pouvoir prêter pas trop cher aux entreprises afin de développer l'économie et de créer des emplois !

Pierre VERNANT

La grève du 19 avril dans les banques UN SUCCÈS ENCOURAGEANT

La grève du vendredi 19 avril lancée par les cinq fédérations syndicales des banques a été très largement suivie. Tant à Paris qu'en province, un certain nombre d'agences étaient fermées et dans celles qui restaient ouvertes, c'était parfois parce que le directeur ou le sous-directeur avaient quitté leur bureau pour tenir la caisse et le guichet. Dans les services centraux du Crédit Lyonnais, par exemple, souvent plus de 50 % du personnel a fait grève, parfois même 80 à 90 % dans certains services. Cela faisait bien longtemps que l'on n'avait pas vu un tel nombre de grévistes, de nombreux employés, gradés et même cadres faisant grève pour la première fois.

Le personnel a ainsi montré qu'il n'entendait pas laisser les banquiers revenir sur un certain nombre d'acquis sous prétexte de «moderniser» la Convention collective. Ainsi les patrons voulaient réduire la prime d'ancienneté (1 % par an) à 0,5 %, les autres 0,5 % allant alimenter les caisses de retraites. Quant aux salaires la nouvelle classification maintenait un flou artistique mais on comprenait bien que les patrons voulaient supprimer les clauses concernant les augmentations générales pour tous au profit d'augmentations individualisées. Enfin certaines professions, comme par exemple les infirmières ou le personnel de sécurité se voyaient exclues du champ d'application de la Convention collective.

Et à l'inquiétude créée par la tentative de remise en cause de la Convention collective s'ajoute le fait que cette année les banquiers ont annoncé 0 % d'augmentation générale. Cela alors même que les banques continuent de faire de bonnes affaires. Le Crédit Lyonnais annonce une hausse de 30,5 % de son résultat net global. Et si la Société Générale et la BNP déclarent des bénéfices inférieurs à ceux de l'an passé – qui étaient fort coquets – elles n'en sont pas moins encore largement bénéficiaires. Et quand on fait le bilan pour 1990, les banquiers ont en tout cas moins à se plaindre que leurs employés dont le pouvoir d'achat a perdu au bas mot près de 1 %.

Les directions ont noirci bien du papier pour essayer de minimiser la portée de leurs attaques contre des garanties qui s'appliquent à près de 240 000 employés. Elles se sont voulues rassurantes, prêtes à «éclaircir la situation» mais elles n'ont convaincu personne. Tout le flou dont elles faisaient preuve n'était, selon elles, que pour laisser plus de champ aux négociations au sein de chaque entreprise. Mais c'est bien cela qui inquiète les employés, justement ! Car déjà aujourd'hui une partie de notre rémunération dépend des bons ou des mauvais résultats affichés par les banques respectives.

Ainsi au Crédit Lyonnais, pour la quatrième année consécutive, la direction a annoncé une prime d'intéressement à la productivité. Cette prime, cette année, serait de 3 300 francs contre 3 000 francs l'an passé, mais son montant dépend de l'amélioration du nombre d'ouvertures de compte, des placements, etc. réalisés dans l'année. C'est dire combien c'est aléatoire. De même pour la participation, dont le montant varie en fonction du salaire, elle se monte en moyenne à 4 700 francs que nous ne toucherons que dans cinq ans.

Si la grève du 19 avril a été un succès c'est parce que les employés de banque ont tenu à montrer leur volonté de défendre leurs acquis communs, sans se laisser diviser entreprise par entreprise. Le fait qu'il y ait eu, en la circonstance, pour la journée du 19 avril, l'unité syndicale des cinq fédérations a joué. Dans la région parisienne beaucoup d'employés ont cependant regretté que les syndicats n'aient pas organisé une manifestation ou un rassemblement qui aurait encore donné plus de retentissement à cette grève.

La journée de grève du 19 avril a montré en tout cas aux banquiers que les employés de banque pouvaient se mobiliser. Alors qu'ils se le tiennent pour dit !

Correspondant LO

Dernière minute :

L'intersyndicale – au niveau des fédérations – vient de décider d'une action le 17 mai – jour où doit se tenir une convention paritaire patron-syndicats. Il s'agirait... d'une entrée retardée d'une heure.

Voilà qui semble pour le moins timide comme deuxième étape !!!

Aéroports de Paris

DÉBRAYAGES CONTRE L'AUSTÉRITÉ

A la suite d'Air France et d'Air Inter, la direction d'ADP, la société gestionnaire des aéroports de Paris, a sauté sur le prétexte de la baisse du trafic aérien liée à la guerre du Golfe pour décréter un plan d'austérité.

Ce plan prévoit le non-renouvellement, voire le licenciement pur et simple, de tous les contrats à durée déterminée. L'embauche des saisonniers est bloquée. Les emplois vacants qui étaient ouverts au recrutement interne sont gelés, ce qui touche beaucoup de salariés qui comptaient gravir quelques échelons ou simplement changer d'air par ce biais. Enfin les restructurations prévues sont accélérées, comme la filialisation du secteur téléphonique qui compte 300 personnes, ou encore le découpage de l'escale de Roissy en aérogares autonomes, ce qui, pour nous, signifie moins de possibilités pour s'arranger entre collègues pour avoir des horaires de travail vivables.

L'effet de ces mesures a été immédiat dans certains services. Le trafic aérien ayant repris son rythme de croisière, elles nous imposent de nous débrouiller pour faire tout avec un déficit de 800 personnes (sur un effectif global de 6 000)...

Quand les syndicats ont appelé à des réunions d'information syndicale sur Orly et Roissy, il était visible que tout le monde était inquiet et ne comprenait pas où la direction voulait en venir.

Ensuite, l'ensemble des syndicats (à l'exception du SAPAP, syndicat autonome qui n'est présent qu'à Orly) ont appelé à manifester au siège d'ADP, boulevard Raspail, le 17 avril, à l'occasion d'un Comité d'entreprise extraordinaire sur les réorganisations à Roissy – le même jour où Air Inter manifestait de son côté.

Ce jour-là, nous avons été 500 à envahir la salle de conférence et les terrasses du 8e étage du siège, où nous avons eu droit à un discours lénifiant du directeur général d'ADP expliquant que ces mesures sont *«pour préserver l'avenir d'ADP et l'avenir de nos enfants»*, ...ce qui n'a bien sûr convaincu personne.

Le lendemain, des débrayages ont continué. A Roissy, le Concorde présidentiel en partance pour la Roumanie a été retardé par des grévistes. Le surlendemain il y a eu un défilé dans les halls des aérogares Sud et Ouest à Orly. Et, ce lundi 22 avril, les débrayages continuent encore à Roissy.

ADP a toujours bien vécu des compagnies aériennes (et au travers elles des passagers) à qui elle fait payer le droit d'utiliser ses installations. Dernièrement la direction d'ADP s'est amèrement plainte de n'avoir fait «que» 410 millions de profit au lieu des 500 qu'elle avait prévus.

Donc après des années d'euphorie, la direction essaie de nous faire avaler des airs de crises catastrophiques. Et cela marche d'autant moins que la guerre du Golfe a été courte et que les voyageurs ont repris leurs habitudes avec un bel entrain.

Que ce soit à Roissy ou à Orly, beaucoup se disent que chez Air France, Air Inter, UTA et ADP, les travailleurs sont tous confrontés au même plan d'austérité, orchestré par le ministère des Transports et que c'est bien de ce côté-là qu'il faudrait aller frapper ensemble.

Correspondant LO

Michelin au Brésil

L'EXPLOITATION ET LE MÉPRIS EN PRIME

Chez Michelin, en même temps que le plan social, on a aussi eu droit dans *Michelin Magazine* (journal patronal distribué à tous les salariés) à une description du Brésil vu par le patron.

La description de la production dans ce pays vaut son pesant d'or - (surtout pour Michelin) - : *"358 jours de travail par an... mais les ouvriers doivent encore apprendre la rigueur qu'implique l'obtention de la qualité. Difficile sous les tropiques... Les Brésiliens ont une forte attirance pour la-fête."*

Dans les usines : *"C'est la bonne humeur permanente... une insouciance qui engendre dans les entreprises un turn-over important"*. Traduction : les ouvriers un peu trop "insouciants" sont virés et remplacés par d'autres.

Pour les salaires, Michelin ne donne pas de chiffres, mais avec une inflation de 1794% en 1990, il explique que les salaires doivent être constamment révisés, et s'il fait comme en France - et il n'y a pas de raison qu'il ne fasse pas pareil et sûrement pire - ces salaires doivent courir loin derrière l'inflation.

Et quand enfin *Michelin Magazine* fait parler un Brésilien, c'est un cadre venu travailler à Clermont, et ce n'est pas triste : *"Les favelas ? Au Brésil, 70% de la population vit dans les villes. Ils sont tous venus là dans l'espoir de trouver du travail, mais aussi parce qu'en ville il y a beaucoup de jeux, d'animation. A Rio... c'est aussi pour le climat chaud qui permet de vivre dehors sans beaucoup de moyens de subsistance. Ceux qui habitent dans les favelas ne veulent pas en partir, même si on leur propose de beaux logements en dehors des villes"*.

Et pour couronner cette suite de "perles" : *"Quand même j'aimerais bien que les Brésiliens ressemblent un peu aux Auvergnats, c'est-à-dire qu'ils soient plus économes, moins insouciants..."*.

Comme on le voit, Michelin et ses cadres ont un mépris pour la classe ouvrière qui n'a pas de frontière.

LES ROIS SONT ROIS

«On n'y peut rien, le client est roi», *fait semblant de pleurnicher Michelin. Les «clients-rois» en question, ce sont les constructeurs automobiles qui, eux aussi à la recherche du profit maximum, font pression pour faire baisser les prix.*

Renault et Peugeot ont ainsi obtenu une baisse de 25 % du prix des pneus sur 2 ans.

Dernier bénéfice de Peugeot : 9 milliards de francs. Et parmi les actionnaires Peugeot... un certain Michelin.

Cherchez les malheureuses victimes...

SURCHAUFFE .EFFECTIVE !

Heureusement qu'on nous avait prévenus qu'il y avait du sureffectif. Parce qu'à OCK, à OCY et ailleurs, cette semaine, on ne s'en serait guère aperçu. La direction fait venir des renforts de partout. Il manque du personnel. Les bobines restent en plan. Tout prend du retard.

Mais ce n'est pas grave, ce n'est que le directeur qui s'entraîne à tourner avec 155 personnes en moins.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Michelin – Cholet.*

LES PROFITS N'ONT PAS DE PATRIE

2 000 suppressions d'emplois sont annoncées aussi en Espagne, 800 en Grande-Bretagne et plus de 2 000 aux USA, dont la fermeture d'une des usines Uniroyal récemment rachetées par Michelin.

De l'Auvergne à l'Amérique, Michelin ne fait pas plus de sentiment. Ce n'est pas la France qui est sacrifiée aux USA, mais bien, partout, les travailleurs qui sont sacrifiés aux profits.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière *Michelin – Joué-lès-Tours.*

«L'ANNÉE DE L'ÉVEIL»

de Gérard Corbiau

(Arc)

Ce film, inspiré d'un roman autobiographique de Charles Juliet, a pour cadre l'école militaire d'Aix-en-Provence. On est à la fin de l'année 1948, François, le héros, a 15 ans. Enfant de l'assistance, élevé chez des paysans, il a abouti là, l'armée recrutant ainsi de futurs engagés «volontaires» d'office, puisqu'en paiement de ses années de scolarité, il doit cinq ans à l'armée.

François y fait l'apprentissage de la vie de caserne avec la discipline et surtout la solitude. Il vit dans la peur d'être envoyé sur le front en Indochine d'où les enfants de troupe voient revenir de temps en temps des cercueils, ceux des anciens de l'école, avec cérémonie militaire à l'appui. François vit dans la peur car il a compris que c'est pour l'envoyer faire la guerre qu'on le dresse, lui et ses copains.

Affamé d'affection, il va jusqu'à acheter avec ses desserts les lettres de sœurs ou de mères de ses copains. Il découvre surtout la brutalité, la violence des grands qui agressent régulièrement les plus jeunes à la sortie de la cantine pour leur voler un quignon de pain qu'ils auraient pu sauver de leur repas. Car on a aussi faim tout court dans cette école militaire ; 1948 est encore l'année des rationnements qui ont suivi la guerre mondiale.

Il découvre cependant aussi l'amitié, pour «Feuille morte» un copain de sa classe, malade de la poitrine et faible, et surtout pour «Galène» qui arrive en cours d'années. Lui c'est un gosse de bourgeois, déluré, qui résiste mieux que les autres car il sait rester libre dans sa tête et il a son jardin secret : la musique et son amour pour Beethoven.

Quinze ans, c'est l'âge où s'affirme la personnalité chez l'adolescent qu'est François. Il apprend à vaincre ses peurs, il apprend la révolte contre la discipline imbécile, la violence des plus forts surtout quand elle prend le visage d'une brute de juteux alcoolique et sadique qui devient son ennemi personnel.

Mais à l'école, il y a aussi des professeurs, des civils dont un de retour de Dachau qui initie ses élèves à une autre révolte contre les injustices, les crapuleries de la société et qui leur fait comprendre que ce sont les hommes qui font leur histoire, que chacun a un rôle à y jouer.

Le chef de la section de François s'intéresse à lui et le prend sous sa protection. C'est un curieux personnage, plutôt brutal, un ex-champion de boxe, mais il sait être compréhensif et il a su décerner chez l'adolescent une énergie et une sensibilité peu communes. Il l'emmène chez lui certains dimanches, lui ouvre sa famille. François y découvre l'amour avec la femme de son chef, une étrangère, et à sa façon, elle aussi une solitaire.

Au fur et à mesure que s'affirment la personnalité et les choix du jeune homme, sa rébellion grandit et ne peut le conduire qu'à une fin dramatique, la boule à zéro devant toute l'école rassemblée, les brimades, puis le cachot et finalement le commando disciplinaire en Indochine. Mais c'est aussi de cette façon que François trouve la solidarité de ses compagnons d'infortune. Son courage et sa dignité lui valent même le respect voire l'estime de certains gradés, ses bourreaux par ailleurs. C'est aussi dans le cachot que François trouve une forme de liberté en écrivant...

Une histoire vraie d'un drôle de petit bonhomme devenu par la force des choses un homme avant l'âge, interprété de façon subtile par un jeune acteur sensible et émouvant, Grégoire Colin, avec en prime de la belle musique, ce qui ne saurait étonner de Gérard Corbiau qui réalisa avant ce film le *Maître de musique.*

Cécile BERNIER

Le livre de Charles Juliet «L'année de l'éveil» est édité chez POL. 89 F.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Dans 3 semaines

Les 18, 19 et 20 mai LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

[Arc]

C'est dans un parc boisé du Val-d'Oise, à Presles, à une trentaine de kilomètres de Paris, que LUTTE OUVRIERE organise sa fête annuelle pendant les trois jours du week-end de la Pentecôte.

Des centaines de stands où déguster un plat régional ou encore prendre un pot, des dizaines de jeux, des expositions, des débats, des rencontres avec des personnalités, un chapiteau scientifique, du cinéma en permanence : il y aura dans cette fête plus de choses que vous ne pourrez en découvrir en trois jours.

Alors, prenez dès maintenant votre carte auprès de nos militants que vous connaissez ou en écrivant à l'adresse de notre journal et soyez parmi les dizaines de milliers de personnes qui, par leur présence à la fête, démontreront aussi que les idéaux révolutionnaires communistes, le courant trotskyste, sont bien vivants.

ILS SERONT PARMI NOUS

Notre programme n'est pas encore totalement fixé, mais d'ores et déjà nous savons que de nombreux chanteurs, comédiens, musiciens, danseurs, clowns et animateurs seront des nôtres. Parmi eux :

AU PODIUM CENTRAL

Samedi 18 mai

SENEM DIYICI
Musique turque contemporaine.

Lucid BEAUSONGE
chanson française.

CHANSON PLUS BIFLUOREE
Quatuor vocal d'humour.

Dimanche 19 mai

Alma ROSA
Chanteuse cubaine.

MORY KANTE

LES TIMOLEON'S
Groupe musical,
rythmes brésiliens, jazzy.

Lundi 20 mai

Sarah ALEXANDER
Chanteuse israélienne.

Ducky SMOKTON
Groupe musical :
des Double-Six à Charles Trénet
et Henri Salvador.

AU THEATRE DE VERDURE

MEZCAL, rock • **PARIS BANLIEUE,** rock • **GRANIT,** blues et rock • **LES MAMELOUKS,** spectacle d'orgue de barbarie.

Et des dizaines d'autres spectacles et de concerts.

ANIMATION

DUVAL,
le clown NONO

[Arc.]
Chanson plus bifluorée.

[Arc.]
Mory Kante.

DES DÉBATS AVEC DES ÉCRIVAINS, HISTORIENS...

Cette année à la fête, pour animer des débats sur leurs derniers ouvrages ou sur des thèmes qui leur sont chers, nous pouvons d'ores et déjà compter sur la participation de nombreux amies et amis.

- **Charlie Bauer,** auteur de *Fractures d'une vie* et **Gérard Delteil,** auteur de *Prisons, la marmite infernale* parleront de l'univers carcéral.
- **Didier Daeninckx, Gérard Delteil, Thierry Jonquet,** animeront un débat sur «le polar».
- **Gisèle Halimi,** présentera son dernier ouvrage *Le lait de l'oranger* et évoquera son combat pour «la cause des femmes».
- **Denis Langlois,** écrivain et avocat, animera un débat sur la guerre du Golfe.
- **Roger Martin,** auteur de *K.K.K., visage de l'Amérique fasciste* et d'un film vidéo sur le sujet, animera un débat sur le Ku-Klux-Klan.
- **Gilles Perrault,** présentera son ouvrage *Notre ami le roi,* sur Hassan II et le Maroc.
- **Pierre Péan,** auteur entre autres de *Affaires africaines* et *L'homme de l'ombre.*
- **Maurice Rajfus,** présentera son dernier ouvrage *Drancy, un camp de concentration très ordinaire,* sur la police et la gendarmerie françaises sous l'occupation.

D'autres encore seront peut-être parmi nous. La liste n'est pas encore complète. Nous serons bientôt en situation d'annoncer les noms de tous ceux qui nous font le plaisir de participer à notre fête (en remerciant aussi tous ceux qui auraient bien aimé le faire mais sont indisponibles à cette date) et nous annoncerons aussi, le plus vite possible, la programmation exacte, avec les jours et les heures, de ces débats.

DEUX CINEMAS EN PERMANENCE

Vous pourrez y voir entre autres :

MILENA de Véra Belmont.
LE CRI DES HOMMES
d'Okacha Touita (sortie de ce film dans les salles en juin).
LE BRASIER
d'Eric Barbier.
DOCTEUR PETIOT
de Christian de Chalonge.
CHER FRANGIN
de Gérard Mordillat.
(Gérard Mordillat organisera un débat.)
S'EN FOUT LA MORT
de Claire Denis.
MILOU EN MAI
de Louis Malle.
PASSE TON BAC D'ABORD
de Maurice Pialat.
ROGER ET MOI
de Michaël Moore.
LE TROUPEAU
de Y. Güney.

Là encore, la liste n'est pas complète.

PRENEZ CARTES ET BONS A L'AVANCE

Les cartes d'entrée qui permettent d'entrer pendant les trois jours à la fête et donnent accès à tous les spectacles, toutes les expositions, etc... valent 40 F SI VOUS LES PRENEZ A L'AVANCE et 50 F sur place.

Par ailleurs vous pouvez aussi vous procurer EN LES ACHETANT A L'AVANCE des bons qui, achetés 8 F avant la fête, vous donnent un pouvoir d'achat de 10 F dans la fête (c'est-à-dire qu'ils vous permettent de bénéficier d'une remise de 20%).

AFFICHES, ATTENTION

Lutte Ouvrière édite des affiches, et c'est un plaisir pour chacun de les voir sur les murs.

Un rappel tout de même à tous nos militants et sympathisants qui concourent à cet affichage ; nous leur demandons instamment de respecter les interdictions d'afficher et de ne pas poser d'affiches sur les panneaux des afficheurs publicitaires, qui sont payants...

Et merci pour cet affichage, tellement plus gracieux !

Pour se rendre à la fête

Pour tous les habitants de Paris et de la région parisienne, la fête est bien sûr accessible par la route et par le train à partir de la Gare du Nord. Mais il existe aussi une navette gratuite à partir de la Porte de la Chapelle qui est sans doute le moyen le plus simple pour se rendre à la fête.

Pour ceux qui habitent la province, nous publierons dans notre prochain journal la liste de villes à partir desquelles des voyages collectifs sont organisés.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995